ASSEMBLÉE NATIONALE

13 juin 2025

PORTANT CRÉATION D'UN STATUT DE L'ÉLU LOCAL - (N° 136)

AMENDEMENT

N ° CL276

présenté par

Mme Catherine Hervieu, M. Duplessy, M. Amirshahi, Mme Balage El Mariky, M. Iordanoff,
Mme Regol, Mme Belluco, M. Peytavie, Mme Pochon et M. Raux

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 9, insérer l'article suivant:**

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

L'article L. 2411-1 du code du travail est complété par un 21° ainsi rédigé :

« 21° Salariés investis d'un mandat de conseiller municipal, de conseiller départemental ou de conseiller régional et maires et adjoints des communes de plus de 10 000 habitants. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement a pour objet de conférer le statut de salarié protégé aux élus locaux.

La loi du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice par les élus locaux de leur mandat avait accordé aux maires et aux adjoints des communes de plus de 10 000 habitants, lorsqu'ils n'avaient pas cessé leur activité professionnelle, le statut de salarié protégé comme le sont les délégués syndicaux ou les conseillers prud'hommes notamment.

Supprimé lors de la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019, les élus ne disposent plus de protection contre toute brimade en réaction à leur activité politique.

La mission d'information sur le statut de l'élu local de l'Assemblée nationale préconise dès lors de réintroduire ce statut afin de les prémunir contre les risques de licenciement au motif qu'ils exercent des fonctions électives.